

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/MA/M/5

16 avril 1996

(96-1378)

Comité de l'accès aux marchés

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 14 MARS 1996

Président: M. Jean Saint-Jacques (Canada)

<u>Ordre du jour de la réunion</u>	<u>Page</u>
1. Observateurs	2
2. Questions tarifaires	2
2.1 Introduction des modifications du SH 96 le 1er janvier 1996	2
2.2 Etablissement des listes codifiées sur feuillets mobiles	3
3. Questions non tarifaires	4
3.1 Notifications des restrictions quantitatives	4
4. Base de données intégrée	5
5. Autres questions	6
5.1 Communautés européennes - Communication de la documentation concernant l'Union douanière avec la Turquie	6
5.2 Communautés européennes - Augmentation par l'Argentine des droits consolidés sur les textiles, les chaussures et les articles en cuir	6
5.3 Etats-Unis - Classification des produits électroniques par les Communautés européennes	7
5.4 Etats-Unis - Relations entre l'OMC et l'OMD	7
5.5 Suisse - Proposition concernant le traitement des DNP	7
5.6 Corée - Augmentation par l'Equateur des droits consolidés sur les textiles	8
5.7 Communication des tarifs douaniers nationaux pour 1996	9
5.8 Date de la prochaine réunion	9
6. Election du Bureau	9
6.1 Election du Président	9
6.2 Election du Vice-président	9

1. Observateurs

1.1 Avant de passer à l'adoption de l'ordre du jour, le Président a déclaré, au sujet des observateurs, qu'outre les pays qui avaient engagé une procédure d'accession à l'OMC, comme il avait été convenu à la dernière réunion, les mêmes organisations internationales avaient été invitées à la présente réunion. Il a souhaité la bienvenue aux représentants de la Banque mondiale, du BITV, de la CNUCED, de la FAO, du FMI et de l'OMD. Il a suggéré d'inviter ces mêmes organisations à assister à la prochaine réunion du Comité en qualité d'observateurs, en attendant que les critères et conditions concernant le statut d'observateur soient approuvés.

Le Comité en est ainsi convenu.

L'ordre du jour de la réunion, qui figurait dans le document WTO/AIR/285 daté du 4 mars 1996, a été adopté, avec les points supplémentaires inscrits sous la rubrique "Autres questions".

2. Questions tarifaires

2.1 Introduction des modifications du SH 96 le 1er janvier 1996

2.1.1 Le Président a rappelé au Comité qu'une dérogation collective aux obligations au titre de l'article II du GATT de 1994 avait été accordée, conformément à l'article IX de l'Accord sur l'OMC, aux Membres qui avaient incorporé les modifications du SH dans leurs tarifs douaniers nationaux le 1er janvier 1996 et qui avaient demandé à bénéficier de cette dérogation. Il a fait référence au document WT/L/124 et Corr.1 et aux conditions énoncées dans ce document, où il était stipulé que chacun des Membres cités dans l'annexe à la Décision:

- "i) ... présentera, dans la mesure du possible pour le 31 décembre 1995, la documentation requise en vertu du paragraphe 2 des procédures simplifiées adoptées par le Comité des concessions tarifaires pour la mise en application des modifications apportées au Système harmonisé" (IBDD, S39/339) et que "Si cela n'est pas possible:
- a) le Membre concerné présentera pour le 31 décembre 1995 les pages de sa liste codifiée contenant les changements envisagés, avec une lettre d'accompagnement indiquant les concessions qui peuvent avoir été altérées ou un exemplaire de son tarif douanier national dans sa langue nationale ou dans une des langues officielles de l'OMC, avec les modifications du SH 96 indiquées clairement; et
- b) le Membre concerné présentera pour le 31 mars 1996 le reste de la documentation requise en vertu du paragraphe 2 des procédures simplifiées adoptées par le Comité des concessions tarifaires pour la mise en application des modifications apportées au Système harmonisé."

2.1.2 Il a également rappelé aux Membres que cette dérogation collective arriverait à expiration le 30 juin 1996. A cet égard, le Secrétariat avait communiqué, dans le document G/MA/TAR/W/5/Rev.1, des renseignements sur la communication des documents requis au 5 mars 1996. Il apparaissait, d'après ce document, que la teneur des notifications reçues jusque-là variait considérablement d'un Membre à l'autre. Treize Membres (y compris les membres du MERCOSUR) avaient déposé auprès du Secrétariat l'édition 1996 de leur tarif douanier national. Sur les 33 délégations concernées par la dérogation collective, neuf seulement avaient présenté une liste codifiée sur feuillets mobiles comprenant les modifications du SH 96; 15 avaient présenté une liste de numéros tarifaires touchés par les modifications du SH 96; dans trois cas, la documentation consistait simplement en une liste préliminaire de modifications qui n'étaient pas encore soumises au délai de vérification

de 90 jours; enfin, six délégations n'avaient communiqué aucun document. Le Président a demandé instamment aux délégations qui ne l'avaient pas encore fait de présenter toute la documentation requise avant le 31 mars 1996, selon les conditions convenues pour l'octroi de la dérogation collective.

2.1.3 Le représentant de l'Indonésie a informé le Comité qu'il présenterait sous peu la documentation requise.

2.1.4 Le représentant de la Suisse a demandé que la documentation concernant le SH 96 soit distribuée aussi rapidement que possible une fois que le Secrétariat l'avait reçue, car cela avait une influence sur le délai de vérification de 90 jours.

2.1.5 Le Président a expliqué qu'il avait été convenu que les délégations se procureraient la documentation au Secrétariat et que le délai de 90 jours courait à partir de la date à laquelle le document avait été publié.

2.1.6 Le représentant de l'Organisation mondiale des douanes a remercié les membres du Comité, au nom de son organisation, des efforts qu'ils faisaient pour incorporer les modifications du SH 96 dans leurs listes de concessions tarifaires. Il a informé le Comité que l'OMD avait effectué une enquête sur la mise en application de ces modifications; il en ressortait que sur les 85 parties à la Convention sur le Système harmonisé, 57 avaient à ce jour répondu à un questionnaire officiel, dont 42 avaient indiqué avoir appliqué les modifications à compter du 1er janvier 1996. La plupart des autres pays devraient les adopter d'ici au 1er juillet 1996. Il a indiqué que le secrétariat de l'OMD avait fourni une assistance à ses membres de deux façons: 1) en organisant des séminaires régionaux ou nationaux à l'intention d'une cinquantaine d'administrations, pour les aider à incorporer les modifications du SH 96 dans leur tarif douanier national, et 2) en aidant 15 administrations à établir ou vérifier les nouveaux tarifs douaniers nationaux. L'OMD accueillerait favorablement toute demande de séminaire ou d'assistance pour l'établissement des nouveaux tarifs douaniers présentée par les pays qui avaient des difficultés à incorporer les modifications du SH 96 dans leurs tarifs douaniers et dans leurs listes de concessions. Il a souligné que ces activités pourraient être menées en collaboration avec le Secrétariat de l'OMC.

2.1.7 La représentante des Etats-Unis, se référant aux changements intervenus depuis la mise en application du Système harmonisé à la documentation communiquée au sujet des modifications du SH 96 et aux procédures établies à cet effet en 1991, a rappelé que certains principes avaient été arrêtés en ce qui concernait la présentation de tables de concordance. Or, certains Membres avaient déclaré, en communiquant leur documentation, qu'ils ne se sentaient pas tenus de fournir des tableaux de concordance puisqu'ils n'avaient pas relevé leurs droits de douane. Cela posait un problème pratique pour l'examen et l'évaluation des listes. Elle a donc proposé que le Président engage des consultations sur ce point avec les Membres.

2.1.8 Le Président, rappelant la documentation requise pour mettre en application des modifications du SH, a demandé instamment aux Membres de fournir autant de renseignements que possible afin de permettre aux Membres de mener à bien la vérification dans les meilleurs délais.

2.2 Etablissement des listes codifiées sur feuillets mobiles

2.2.1 Le Président a rappelé qu'à sa dernière réunion le Comité avait approuvé une série de propositions sur ce point qui figuraient dans le document G/MA/TAR/W/4/Rev.2. Avec le concours des services juridiques du Secrétariat, on était en train de les transposer en termes juridiques et de rédiger un projet de décision qui serait soumis au Comité pour examen et approbation, à sa prochaine réunion, avant d'être transmis au Conseil du commerce des marchandises et au Conseil général. En

attendant, la question de la vérification des listes codifiées sur feuillets mobiles restait en suspens et les Membres voudraient peut-être la clarifier.

2.2.2 Le Président a ajouté qu'à la suite des consultations auxquelles il avait procédé sur la question de la vérification trois solutions possibles étaient apparues: 1) conserver les procédures actuelles, c'est-à-dire le délai de 90 jours pour la vérification. Les Membres avaient cependant exprimé la crainte que ce délai ne soit trop bref s'il y avait un grand nombre de listes à vérifier; 2) porter le délai de vérification à un an; et 3) stipuler dans la décision que les listes codifiées sur feuillets mobiles ne pouvaient pas donner lieu à un traitement moins favorable que celui qui était décrit dans les listes antérieures. A son avis, cette dernière solution signifiait que les listes codifiées ne remplaceraient pas les listes existantes pour une date déterminée et que le processus de vérification ne serait pas circonscrit dans le temps. Il a demandé au représentant de la Division juridique de donner son avis sur les conséquences juridiques de cette troisième solution.

2.2.3 Le représentant de la Division juridique du Secrétariat a dit que, en ce qui concernait le statut juridique des listes, il était stipulé au paragraphe 7 de l'article II du GATT de 1994 et au paragraphe 3 de l'article XX de l'AGCS que les listes feraient partie intégrante de l'Accord de l'OMC. Il s'ensuivait que, conformément aux règles usuelles du droit international des traités, codifiées dans la Convention de Vienne et dans le Droit des traités, les listes devraient être des instruments juridiquement contraignants puisqu'elles font partie d'un traité international. Cela signifiait que leur contenu devrait être à la fois sûr et prévisible du point de vue juridique.

2.2.4 Le Président a noté que cela pourrait s'appliquer également à la question des DNP historiques qui, selon la proposition actuelle, serait laissée en suspens dans les listes sur feuillets mobiles. Il a donc proposé de poursuivre l'examen de cette question de manière informelle aussitôt après la clôture de la réunion.

3. Questions non tarifaires

3.1 Notification des restrictions quantitatives

3.1.1 Le Président a rappelé que la Décision sur les procédures de notification des restrictions quantitatives, contenue dans le document G/L/59, avait été adoptée par le Conseil du commerce des marchandises le 1er décembre 1995. Conformément à cette décision, les Membres devaient présenter au Secrétariat, pour le 31 janvier 1996, des notifications complètes des restrictions quantitatives qu'ils appliquaient. Le 7 février 1996, le Secrétariat avait rappelé aux Membres, dans le document WTO/AIR/266, qu'ils devaient présenter des notifications conformément à cette décision. Il a fait remarquer que le Secrétariat n'avait reçu que huit notifications, dont la liste figurait dans le document G/MA/NTM/QR/1. Il a demandé instamment aux Membres de présenter leurs notifications, ajoutant que, en cas de besoin, le Secrétariat pourrait fournir une assistance technique. En ce qui concernait l'établissement éventuel d'un modèle de présentation des notifications conformément à cette décision, il était disposé à engager des consultations informelles, mais il proposait de maintenir cette question à l'étude pour le moment, en attendant que soit précisée la nature des mesures à notifier selon cette procédure de notification résiduelle.

3.1.2 Le représentant de la Nouvelle-Zélande s'est prononcé en faveur de l'établissement d'un modèle de présentation et de la fourniture de conseils aux Membres sur la manière de donner effet à leur obligation de notification, en déterminant quelles étaient les restrictions quantitatives résiduelles qui devaient être notifiées au titre d'autres accords eu égard, en particulier, aux obstacles techniques au commerce et aux mesures sanitaires et phytosanitaires. Son gouvernement était d'avis que ces mesures devaient être notifiées au titre des accords y relatifs et qu'il suffisait de faire état de ces autres notifications en notifiant les restrictions quantitatives.

4. Base de données intégrée

4.1 Le Président a demandé à M. Léger, Directeur de la Division des statistiques et des systèmes d'information, de faire le point, compte tenu des décisions prises par le Comité à sa réunion du 31 octobre 1995.

4.2 M. Léger (Secrétariat de l'OMC) a rappelé qu'à sa réunion du 31 octobre 1995 les membres du Comité s'étaient mis d'accord sur un certain nombre de points concernant la BDI. L'un d'eux avait trait à la nécessité de communiquer à temps des données de qualité pour la BDI. A cet égard, le Secrétariat avait reçu, depuis octobre 1995, des communications complètes de six Membres. Les communications de trois de ces Membres (Chili, Hong Kong et Etats-Unis) avaient été traitées et les fichiers de la BDI avaient été mis à jour. Pour les trois autres Membres (Argentine, Indonésie et Turquie), des lettres avaient été adressées à leurs Missions permanentes à Genève et aux experts dans les capitales pour demander des explications. Par ailleurs, la BDI contenait maintenant des informations plus récentes pour six autres pays (Chypre, Macao, Pologne, Singapour, Suisse et Thaïlande). M. Léger a rappelé au Comité que le Secrétariat avait incorporé dans les fichiers des négociations commerciales les droits appliqués pendant l'année de référence de chaque pays figurant dans la BDI ainsi que les corrections et modifications apportées au Protocole de Marrakesh annexé au GATT.

4.3 Se référant à un autre point, à savoir le passage progressif de la BDI à un environnement d'ordinateur personnel, M. Léger a dit que le Secrétariat avait établi des formats "simplifiés" pour les communications à la BDI, qui avaient été diffusés dans le document IDB/URM/3/Add.1 daté du 15 février 1996, avec les versions révisées d'autres sections du Guide de l'utilisateur de la BDI (IDB/URM/1, 2, 3 et 4). A cet égard, le Secrétariat avait créé un logiciel pour faciliter la saisie des données sur ordinateur personnel dans les capitales. Le système d'application, piloté par menu, permettait d'entrer la désignation des produits et les droits de douane et de vérifier les données saisies ainsi que leur validité. Il sera diffusé sur disquettes, avec la documentation de base, à toutes les délégations et directement aux points de contact établis dans les capitales. Il avait été convenu en outre de réaliser une étude de faisabilité sur le passage à un environnement d'ordinateur personnel. Le Secrétariat était en train d'élaborer le cadre de référence de cette étude et il avait commencé à prendre contact avec plusieurs consultants.

4.4 A la réunion du 31 octobre 1995, il avait été décidé que le Secrétariat différerait l'inclusion des restrictions quantitatives dans la BDI jusqu'à ce que les données statistiques requises sur le commerce et les droits de douane aient été communiquées. Sur ce point, M. Léger a confirmé que le Secrétariat continuait d'enregistrer les notifications de restrictions quantitatives dans des fichiers informatiques qui n'étaient pas reliés à la BDI.

4.5 A propos de la quatrième décision prise par le Comité, selon laquelle le Secrétariat devrait établir des contacts dans les capitales pour traiter des questions techniques concernant les communications à la BDI, M. Léger a fait savoir que, depuis octobre 1995, 28 délégations avaient communiqué au Secrétariat des points de contact nationaux. A la suite de cela, le Secrétariat avait adressé à chaque point de contact une lettre présentant un aperçu de la situation en ce qui concernait les fichiers du Membre contenus dans la BDI, les dernières communications reçues de lui et celles que le Secrétariat attendait pour disposer des données les plus récentes afin d'actualiser les fichiers du Membre.

4.6 A l'égard d'une autre décision du Comité concernant la diffusion des données de la BDI, le Secrétariat avait continué de transmettre des informations aux Membres de l'OMC. Il avait aussi continué à distribuer la version d'essai du CD-ROM qui avait été mise en circulation en juin 1995. Il avait poursuivi sa coopération avec la Banque mondiale dans le cadre du projet de CD-ROM conjoint, afin de préparer la deuxième version du CD-ROM qui contiendra les améliorations apportées au système d'application compte tenu des observations des Membres et des données plus récentes. Dans le cadre

général de la coopération entre le Secrétariat de l'OMC et celui de la CNUCED qui avait été amorcée par leurs Directeurs généraux, le Secrétariat avait eu des entretiens avec des fonctionnaires de la CNUCED pour identifier les domaines relatifs à la BDI dans lesquels les deux secrétariats pourraient mener des activités complémentaires, en évitant les doubles emplois.

4.7 Enfin, M. Léger a signalé qu'un certain nombre de pays participant à la Zone de libre-échange des Amériques avaient communiqué à la Banque interaméricaine de développement (BID) des données sur leurs importations, leurs droits de douane et leurs mesures non tarifaires selon les définitions des éléments d'information de la BDI. Le Secrétariat était en train d'examiner avec les pays concernés et la BID la possibilité de communiquer ces fichiers à l'OMC.

4.8 Le Président a indiqué que certaines organisations avaient des bases de données qui contenaient des informations analogues à celles que le Secrétariat demandait pour la BDI. Il aurait des entretiens avec M. Léger et des membres de ces organisations pour assurer l'échange d'informations en vue du développement ultérieur de la base de données intégrée.

4.9 La représentante des Etats-Unis s'est félicitée des efforts faits par le Secrétariat pour moderniser la BDI et a souligné qu'il importait d'établir un système d'entrée/sortie convivial, permettant aux pays de communiquer leurs données tarifaires et commerciales courantes dans n'importe quel format d'ordinateur personnel ou de base de données. Elle supposait que le Président engagerait les consultations formelles ou informelles avec les Membres au sujet de la BDI afin d'aider à présenter les données requises d'une manière qui encourage la participation la plus large possible à la BDI. En ce qui concernait la base de données de la Zone de libre-échange des Amériques, à laquelle les Etats-Unis et beaucoup d'autres membres du Comité avaient apporté leur contribution et continuaient de fournir des données, elle tenait à préciser que ces communications, qui fournissaient des renseignements contenus dans la base de données de l'OMC, étaient présentées dans un format d'ordinateur personnel et ne nécessitaient pas le type de codification exigé par la BDI.

4.10 Le représentant des Communautés européennes a indiqué qu'elles étaient en train de préparer leur communication pour la première année de données complètes depuis que la Communauté comptait 15 membres. Il partageait l'idée de la représentante des Etats-Unis selon laquelle les données devraient pouvoir être communiquées dans n'importe quel format.

4.11 Le représentant de la Pologne a noté avec satisfaction que les données communiquées par son pays avaient été incorporées à la BDI.

5. Autres questions

5.1 Communautés européennes - Communication de la documentation concernant l'Union douanière avec la Turquie

5.1.1 Le représentant des Communautés européennes, parlant aussi au nom de la Turquie, a informé le Comité que sa délégation présenterait prochainement au Secrétariat pour diffusion les données de base devant être communiquées au titre des paragraphes 5 et 6 de l'article XXIV.

5.2 Communautés européennes - Augmentation par l'Argentine des droits consolidés sur les textiles, les chaussures et les articles en cuir

5.2.1 Le représentant des Communautés européennes a fait état des plaintes émanant des branches d'activité concernées, notant que l'Argentine appliquait sur certains textiles, chaussures et articles en cuir des équivalents *ad valorem* plus élevés que les droits spécifiques consolidés.

5.2.2 Le représentant de l'Argentine a dit que sa délégation prenait note de la déclaration du représentant des Communautés européennes et que la question devait être examinée au cas par cas. Il a prié les CE de fournir à sa délégation des renseignements détaillés sur les positions tarifaires et les produits visés.

5.2.3 La représentante des Etats-Unis a indiqué que sa délégation partageait la préoccupation des Communautés européennes au sujet des mesures prises par l'Argentine.

5.3 Etats-Unis - Classification des produits électroniques par les Communautés européennes

5.3.1 La représentante des Etats-Unis a noté que les Communautés européennes avaient reclassé certains produits électroniques sous de nouvelles positions tarifaires, ce qui avait de sérieuses conséquences du point de vue des taux de droits appliqués; en outre, cette mesure affectait l'accès au marché des Communautés. Elle regrettait que les CE envisagent une nouvelle reclassification des produits électroniques, bien qu'aucune décision n'ait été prise par le Comité du SH.

5.3.2 Le représentant des Communautés européennes a indiqué que ses autorités n'avaient pas reclassé les produits, mais avaient fait en sorte qu'une classification correcte soit appliquée uniformément dans toute l'union douanière. Dans ce cas particulier, on avait constaté que certains Etats membres de l'UE n'avaient pas suivi, pour certains produits, la procédure de classification commune et, après avoir examiné la situation, on avait déterminé que la classification initiale était correcte. Il a ajouté que sa délégation était prête à discuter des problèmes de classification à l'OMD et que la Communauté adopterait toute nouvelle décision à cet égard et transférerait à la nouvelle position les produits et les droits correspondants.

5.3.3 Le représentant de l'Organisation mondiale des douanes a déclaré que le Comité du Système harmonisé était chargé de la classification des marchandises selon la nomenclature du Système harmonisé et avait été saisi d'un certain nombre de différends à ce sujet entre les pays membres de l'OMD. Le Comité examinait actuellement la question de la classification de certains produits électroniques et espérait parvenir à une décision finale à sa prochaine session, en avril/mai.

5.4 Etats-Unis - Relations entre l'OMC et l'OMD

5.4.1 La représentante des Etats-Unis a évoqué la mise en oeuvre des modifications du SH 96 et les travaux de l'OMD relatifs à l'élaboration de la prochaine série de modifications pour actualiser le Système harmonisé. Elle a souligné que, compte tenu de la procédure qu'il fallait mettre en place, dans le cadre de l'OMC, pour appliquer les nouvelles modifications qui seront apportées au Système harmonisé (SH 2000), il conviendrait de reconsidérer sérieusement les relations entre l'OMC et l'OMD, notamment pour améliorer la communication entre les deux organisations. En conséquence, elle a prié le Président d'engager des consultations à ce sujet entre les Membres.

5.4.2 Le représentant de l'Organisation mondiale des douanes a confirmé que son organisation était en train d'étudier les modifications qu'il faudrait apporter au Système harmonisé pour l'an 2000 ou au-delà, en fonction des résultats des travaux du Comité du Système harmonisé. Il avait pris note du souhait que les relations entre l'OMC et l'OMD soient plus étroites et il en ferait part au Comité du Système harmonisé.

5.5 Suisse - Proposition concernant le traitement des DNP

5.5.1 Le représentant de la Suisse a informé le Comité que sa délégation contacterait une douzaine de Membres dans les prochains mois afin de déterminer pour quelles concessions issues du Cycle d'Uruguay des DNP pourraient être accordés sur la base de la réciprocité. Ces nouveaux DNP

comprendraient donc des DNP historiques aux taux supérieurs et aux taux inférieurs aux taux consolidés actuels.

5.6 Corée - Augmentation par l'Equateur des droits consolidés sur les textiles

5.6.1 Le représentant de la Corée a signalé que le gouvernement de la République d'Equateur avait augmenté les droits de douane sur toute une gamme de produits textiles importés de Corée, de Hong Kong, de Panama, de Chine et de Taïwan, pour une période initiale de quatre mois. Cette mesure avait été publiée, en tant que sauvegarde spéciale, dans le Registre officiel n° 8/39 du gouvernement équatorien en date du 8 décembre 1995, mais elle n'avait pas été notifiée à l'OMC. Elle avait eu pour effet de multiplier par deux le taux de droit sur les importations de fils, de textiles et de vêtements. La délégation coréenne était profondément préoccupée par cette mesure qui était appliquée de manière sélective aux importations en provenance de certains pays et notait que les droits majorés dépassaient les taux plafonds qui avaient été consolidés en vue de l'accession de l'Equateur à l'OMC. De l'avis de sa délégation, le fait que cette mesure n'avait pas été examinée dans le cadre de l'OMC laissait planer un doute sur sa nature, son objectif, sa portée et son fondement juridique. Elle demandait instamment à la délégation équatorienne d'expliquer la mesure au regard de ses engagements et de préciser ce qui se passera à la fin de la période initiale de quatre mois.

5.6.2 Le représentant de Hong Kong, l'un des cinq exportateurs touchés par la mesure prise par l'Equateur, a souligné que sa délégation était particulièrement préoccupée par cette question. A son avis, la justification de cette mesure au regard des règles de l'OMC n'était pas claire et sa délégation souhaiterait que l'Equateur fournisse des éclaircissements et des explications. Le représentant a demandé, en particulier, au titre de quelles procédures établies de l'OMC une telle mesure serait notifiée, de l'avis de l'Equateur. De plus, comme la mesure devait arriver à expiration à la fin de mars, il voulait savoir si elle risquait d'être reconduite.

5.6.3 Le représentant de l'Equateur a confirmé que, comme l'avaient indiqué les délégués de la Corée et de Hong Kong, le Ministère des finances de son pays avait décidé d'imposer des droits compensateurs antidumping, pour une période de quatre mois pouvant être prorogée une fois, sur onze lignes tarifaires correspondant à des produits textiles provenant, en particulier, de pays d'Asie. L'imposition de ces droits était conforme aux prescriptions énoncées dans les règlements de l'Equateur concernant la prévention ou la correction des pratiques de dumping ou de subvention, qui avaient été notifiés à l'OMC. La mesure mentionnée par les délégations de la Corée et de Hong Kong n'imposait pas un degré de protection contraire aux engagements contractés par l'Equateur lors de son accession, car elle s'inscrivait dans le cadre de ses règlements antidumping. Au cours de son processus d'accession, l'Equateur avait donné au Groupe de travail des informations détaillées sur son régime antidumping et avait expliqué en quoi il était conforme aux règles de l'Accord de l'OMC. Au paragraphe 57 du rapport, l'Equateur s'était engagé à appliquer les règles de l'Organisation à compter de la date de son accession. La mesure signalée avait été adoptée d'urgence pour protéger l'industrie textile équatorienne qui était alors gravement touchée par les importations massives de produits textiles en provenance des pays asiatiques. Elle était antérieure à l'accession de l'Equateur à l'OMC et à l'Accord sur la mise en oeuvre de l'article VI du GATT de 1994. Il a fait valoir qu'aucune règle n'était applicable rétroactivement à des mesures prises avant la date de l'accession d'un pays à l'OMC, soit le 21 janvier 1996 dans le cas de l'Equateur. Il a indiqué en outre que cette mesure ne serait en aucune façon reconduite et, comme le stipulait l'article 2 du Décret n° 711 du Ministère des finances, l'Equateur veillerait à ce que les dispositions pertinentes des accords multilatéraux de l'OMC soient respectées, en particulier en ce qui concernait les notifications. Le représentant de l'Equateur a dit que sa délégation était disposée à chercher une solution à ce problème.

5.7 Communication des tarifs douaniers nationaux pour 1996

5.7.1 Le Président a appelé l'attention des membres du Comité sur le document G/MA/TAR/2/Rev.1 qui indiquait que quelques Membres seulement avaient communiqué au Secrétariat la dernière version de leur tarif douanier et a rappelé l'importance de ces informations pour le travail quotidien du Secrétariat. Il a demandé instamment aux délégations qui ne l'avaient pas encore fait de fournir au Secrétariat deux copies de la dernière version de leur tarif douanier (l'une pour la Division de l'accès aux marchés et l'autre pour la Section de la base de données intégrée de la Division des statistiques et des systèmes d'information). En outre, une copie du tarif douanier sur support électronique (Lotus 123 ou Excel) serait très appréciée. Il serait important que les tarifs douaniers nationaux soient présentés dans l'une des trois langues de travail de l'OMC mais, si cela n'était pas possible, ils pouvaient être présentés dans la langue du pays.

5.8 Date de la prochaine réunion

5.8.1 Le Président a indiqué que, conformément au calendrier des réunions, la prochaine réunion du Comité aurait lieu le 14 mai 1996, la suivante étant prévue le 21 novembre 1996. Comme il était important de se préparer dans les meilleurs délais à la Réunion ministérielle de Singapour, il fallait examiner et adopter avant cette date le rapport sur les activités du Comité en 1996. Il proposait donc qu'une réunion spéciale du Comité soit prévue à cet effet le 18 octobre 1996.

5.8.2 Le Comité en est ainsi convenu.

6. Election du Bureau

6.1 Election du Président

6.1.1 Le Président a dit au Comité que, comme il le savait certainement, le Président du Conseil du commerce des marchandises avait engagé, conformément au paragraphe 6.3 des "Lignes directrices pour la désignation des présidents des organes de l'OMC", des consultations informelles sur une liste de candidats aux postes de présidents des différents organes auxiliaires du Conseil du commerce des marchandises. Ce dernier avait pris note des candidatures proposées à sa réunion du 14 février 1996. A cet égard, le Président du Conseil du commerce des marchandises avait proposé que le mandat de l'actuel Président du Comité soit prolongé de un an.

6.1.2 Le Comité en est ainsi convenu.

6.2 Election du Vice-Président

6.2.1 Le Président a informé le Comité que, conformément à ce qui avait été convenu à la réunion du Conseil du commerce des marchandises du 14 janvier 1996, il avait engagé des consultations au sujet de la vice-présidence du Comité. Sur la base de l'accord qui s'était dégagé de ces consultations, il proposait que le Comité de l'accès aux marchés réélise par acclamation Mme Marie Gosset (Côte d'Ivoire) Vice-Présidente du Comité pour 1996.

6.2.2 Le Comité en est ainsi convenu.